

15 mars 2011

Mes priorités puisés dans le Cahier de synthèse de l'enjeu 2 du programme de Québec solidaire sur l'économie, l'écologie et le travail

Vers un programme anticapitaliste et écosocialiste

Avant de s'engager dans la discussion du contenu du programme, le congrès doit définir ce qu'est un programme par rapport à une plate-forme électorale. Ces votes paraissent de nature sémantique et neutre. À voir. On propose de définir le programme comme « ... *une proposition de transformation démocratique de l'ensemble de la société à moyen et long terme.* » qui réunit « *analyses... orientations... propositions... stratégies... [et] grands axes...* ». Par contre la plate-forme électorale aura une « *période d'application couvr[ant] la durée d'un mandat de gouvernement...* ».

Si on prend en compte l'existence préalable de la Déclaration de principes, on remarque que le programme est pris en sandwich et que sa très large définition proposée permet de déborder des deux côtés... et d'y renvoyer des questions particulièrement controversées. Cela peut être pertinent mais pas toujours. Par exemple, les points à propos des « *finalités de l'activité économique* » (G-1) de « *croissance et/ou décroissance économique* » (G-2) et même à la limite les « *quatre secteurs de l'économie* » (V-1), qui force un débat sur l'économie sociale, risquent, malgré leur pertinence théorique leur méritant un colloque ou une session de formation, d'entraîner de longs débats éloignés de la réalité d'un programme concret et pour lesquels la préparation n'a pas été faite étant donné la quasi absence d'activités de formation et de lieux de débats libres à Québec solidaire.

- Que les points G-1, G-2 et V-1 soient référés à la Commission politique pour qu'elle organise d'ici un an une ou des activités de formation et un forum de débats portant notamment sur l'économie sociale, la décroissance, la socialisation des tâches domestiques et la mixité de l'économie.

Pour un programme qui ne soit pas seulement pour le dimanche

Analyses et orientations, dont relèvent les points précédents, n'ont pas à se retrouver dans un programme, sauf succinctement dans des préambules général et thématiques, mais dans la Déclaration de principes et dans des argumentaires ou dans des énoncés politiques. Un programme est essentiellement un ensemble de propositions politiques et stratégiques organisées en grands axes et thématiques. Tout mêler, comme on le propose, risque d'aboutir à un texte académique peu mobilisateur et qui dilue davantage les propositions plus qu'il ne les précise, ce qui permet souvent de masquer des contradictions. Ce fut là un grave défaut des textes programmatiques adoptés lors de l'enjeu un et peut-être la raison subliminale pour laquelle ils n'ont pas été rendus publics.

S'il est pertinent de distinguer une plate-forme électorale d'un programme, il est problématique de le faire sur la base du temps long et du temps court, ce qui n'est pas la même chose que la distinction entre la période et la conjoncture. La première distinction aboutit à ce qu'on appelait à l'époque du socialisme du XX^{ie} siècle, le programme maximum, c'est-à-dire révolutionnaire, pour les discours du dimanche versus le programme minimum, c'est-à-dire réformiste — non pas dans le sens de lutte pour des réformes créant des espaces pour l'anticapitalisme mais de réforme du capitalisme pour le sauver — pour les plate-formes électorales et les communiqués de presse réellement existants.

Notre programme, comme programme d'un parti de l'actuelle période capitaliste, celle du néolibéralisme guerrier avec ses dégâts économiques, écologiques, démocratiques, vise le déracinement de ce capitalisme qui tel un noir phoenix ne cesse de se réincarner pire qu'il ne l'était jusqu'à menacer la civilisation même, y compris par le retour inopiné du danger nucléaire. Né dans les affres de l'accumulation primitive du capital avec sa dépossession paysanne, sa traite esclavagiste, ses génocides amérindiens et tropicaux, il s'est centralisé et concentré en un Moloch qui tend à tout aspirer jusqu'à ce qu'il ne reste plus qu'un trou noir.

Son incapacité à se réformer suite à la crise économique-financière de 2008-2009, son refus à s'attaquer à la crise climatique suite aux échecs de Copenhague et de Cancun et sa persistance à maintenir une militarisation permanente et croissante malgré les enlèvements irakien, afghan et palestinien signifient « *qu'après moi, c'est le déluge* ». Les premières victimes ont été celles des pays de la périphérie, frappées maintenant de plein fouet par la crise alimentaire. Désormais, elles sont de plus en plus dans les pays du centre dont nous sommes.

Les révolutions des zones arabes qui ont résonné jusqu'au Wisconsin, et qui à leur manière ont pris la relève des soulèvements latino-américains du tournant du siècle démontrent, à contrario, de gigantesques capacités populaires de renverser la vapeur. Leur a manqué, malgré la conquête d'acquis de taille sur lesquels s'appuyer pour l'avenir, et manquent aujourd'hui à celles en cours un projet de société alternatif s'appuyant sur une stratégie de rupture portée par une organisation qui a bâti sa crédibilité dans les difficiles, longs et inaboutis combats quotidiens « *dans la rue* » sans négliger les urnes. Tel doit être notre programme : préparer la rupture et être prêt quand le tsunami de la révolution arrivera. Le but de la plate-forme électorale n'a pas à être différent sauf à aller chercher dans le programme ce qui convient à la conjoncture du moment en y ajoutant les rajouts et précisions nécessaires apportés par le développement de la lutte sociale.

- Le *programme* de Québec solidaire est un ensemble de propositions politiques et stratégiques organisées en grands axes et en thématiques afin de susciter la rupture avec le capitalisme et d'être prêt quand arrivera le tsunami du soulèvement populaire.
- La *plate-forme électorale* ou un *programme d'urgence* est une application du programme dans une conjoncture électorale ou particulière enrichie des apports de la lutte sociale du moment.

Nationaliser les arnaqueurs et les pilleurs et contrôler les profiteurs

L'arnaque des banques qui aujourd'hui se servent de la dette publique pour étouffer les investissements sociaux, avec la complaisance des partis néolibéraux, alors que c'est l'État qui les a sorti du trou à coup non pas de milliards mais de billions, amène les anticapitalistes et les antilibéraux de Québec solidaire à réclamer pour le programme la nationalisation du secteur financier à un prix dont les surprofits et le pillage auront été soustraits.

Le pillage de nos forêts par les grandes papetières qui en ont fait des semi déserts en rupture de stock sauf pour la forêt boréale qui court au galop dans le même cul-de-sac conduit à la même conclusion. Cependant, pour éviter la gestion bureaucratique des forêts nationalisées, il faut en remettre l'exploitation en usufruit à des fermes forestières, familiales ou coopératives. (Contrairement à ce que dit le Cahier de synthèse, nationalisation de l'industrie forestière et ferme forestière sont complémentaires et non pas un substitut l'un à l'autre.)

La charge des entreprises gazières, pétrolières et minières pour s'emparer à vil prix et avec moult dégât écologique de nos ressources, avec l'aide des petits copains Libéraux, pendant que les grandes pétrolières foutent à la porte leurs employés conduit dans la même direction.

Pour les anticapitalistes et les antilibéraux, qui ont fait le bilan largement négatif du *socialisme du XX^{ie} siècle*, la nationalisation ne saurait être la création d'un pouvoir bureaucratique qui ne signifierait pas autre chose que la création d'un autre type d'entreprise capitaliste sous le contrôle de l'État mais au service du capital comme l'est Hydro-Québec.

- QS vise la socialisation des activités économiques par la création graduelle d'une économie coopérative et autogérée (incluant les OBNL) et la nationalisation de certains secteurs stratégiques, dans une perspective autogestionnaire. {V-2, Option D}
- En s'inspirant des principes de l'économie participative, il est proposé de structurer les différentes entreprises nationalisées sur la base d'un contrôle et d'un mode de gestion démocratique et le plus décentralisé possible. L'administration générale et la fixation d'objectifs particuliers devront avoir lieu au sein d'instances démocratiques dont la composition assurera une représentation réelle de l'ensemble de la société (salarié-es de l'entreprise, représentant-es de l'État, élu-es régionaux, groupes de citoyen-nes, Premières Nations, etc.) Aussi, ce n'est plus le gouvernement ou ses hauts fonctionnaires qui devront voir à l'organisation du travail, mais les employé-es eux-mêmes (autogestion) {V-3, Option D}
- Le prix payé pour les nationalisations tiendra compte des impôts non payés, des surprofits monopolistes, des ressources pillées et des pollutions. {V-4}
- Les entreprises dans le domaine de l'énergie devraient être nationalisées. {E-4, Option A}
- L'industrie forestière devrait être nationalisée. {R-4, Option A}
- Favoriser les fermes forestières, familiales et coopératives, qui assureront la pérennité de la forêt {R-6, Option A}
- Pour éliminer complètement l'influence du pouvoir financier privé, nous procéderons à une nationalisation complète du système bancaire {B-1, Option A}
- Pour éliminer complètement l'influence du pouvoir financier privé, nous procéderons à une nationalisation complète des institutions financières. {B-2, Option A}

Il y a cependant des problèmes à vouloir nationaliser des secteurs autres que ceux stratégiques comme la finance et l'énergie (et les infrastructures de transport et de communication ce que le Cahier de synthèse a laissé tomber malgré que ce fut proposé par le Cahier de perspective et repris par la circonscription d'Hochelaga-Maisonneuve) et ceux où le pillage fut spécialement intensif comme la forêt. De dire l'adage populaire : *Qui trop embrasse mal étreint*. Le peuple travailleur doit faire l'apprentissage de la direction démocratique des entreprises pour la satisfaction des besoins sociaux et dans le respect des équilibres écologiques sous la contrainte d'une gestion efficace qui cependant n'a rien à voir la maximisation des profits.

Il faut aussi prendre pleinement en compte la globalisation de l'économie, particulièrement du développement technologique, des marchés et de la division internationale du travail lesquels certes ne sont pas socialement neutres — au contraire ils servent à casser les syndicats et l'État providence — mais dont la réponse de gauche n'est pas le repli autarcique ou protectionniste. Il y a donc un rapport de forces à établir vis-à-vis les transnationales, en tenant compte du développement mondial de la lutte sociale. La notion de « *contrôle public* » utilisé dans le Cahier de synthèse traduit bien

cette nécessité. En dehors des secteurs stratégiques et à intense pillage, elle mérite d'être retenue. Dans cet esprit, cependant, le soutien étatique à l'entreprise privée, petite, moyenne ou grande, souvent inévitable en cas de choc économique dû à l'implacabilité de l'intensité de la concurrence mondiale ne doit pas se faire sans prise de participation au capital et sans conditionnalité écologique et sociale.

- Il est proposé de nationaliser les secteurs suivants :
 - i. Les infrastructures de transport restées privées ou redevenues semi-privées, en particulier les chemins de fer, les aéroports et les ports.
 - ii. Les compagnies de télécommunications y compris les fournisseurs d'Internet lequel sera gratuit. *{Anthologie sur l'économie, pages 25-26}*
- L'industrie minière devrait être placée sous contrôle public (participation majoritaire de l'État), incluant au besoin la nationalisation complète (100%). *{R-2, Option B}*
- Rendre l'investissement et l'aide gouvernementale aux entreprises conditionnelles à des critères de responsabilité sociale et environnementale serrés, dans une optique de transition afin de favoriser les entreprises autogérées et socialisées. *{V-5, Option D}*

Zéro énergie fossile et transport collectif gratuit

L'année 2010, au deuxième rang mondial de haute température, a été celle des catastrophes climatiques spécialement dramatiques au Pakistan, en Russie et en Australie mais qui ont aussi atteintes le Bas-St-Laurent, la Gaspésie et la Côte-Nord en décembre dernier. On connaît le péril éminent d'ennuiement des petits pays insulaires et des basses terres très peuplées (ex. Bangladesh), la progression de la désertification (ex. Sahel) et l'assèchement des grandes plaines continentales malgré d'occasionnelles pluies diluviennes (ex. Ouest canadien et étasunien). On ne reviendra pas sur la fonte des glaces, des glaciers et du pergélisol, dont au nord du Québec, beaucoup plus rapide que celle anticipée par le rapport historique du GIEC en 2007. Cette déliquescence, causée par une accélération de l'émanation des GES dans la dernière décennie, hors années de crise économique, nécessite de viser le haut de la fourchette des prescriptions du GIEC soit, pour les pays dit industrialisés, une baisse de 40% des gaz à effet de serre en 2020, par rapport à 1990, et de 95% en 2050 sans compter une sortie à 100% de la production et de l'utilisation des énergies fossiles.

Ces objectifs sont à atteindre directement et réellement sur le territoire national sans report souvent factice dans les pays dépendants, sans enrichissement des multinationales, habituellement les plus polluantes, par la création artificielle de marchés de droit de polluer, sans fuite en avant dans un technologisme qui joue à la roulette russe avec l'avenir de la planète et qui exige des subventions milliardaires aux multinationales et sans en faire porter le coût sur le dos du peuple travailleur surtout des plus pauvres par l'intermédiaire d'une taxe de vente spécifique baptisée taxe sur le carbone. Grâce à l'ampleur de la mobilisation contre l'exploitation des gaz de schiste et contre l'exploitation pétrolière dans le Golfe St-Laurent (et contre l'uranium de la Côte-Nord et du Nord), le peuple québécois est non seulement de plus en plus conscient de la catastrophe écologique appréhendée du fait de leur mise en exploitation mais aussi du pillage de nos ressources naturelles et du bradage économique et financier qui en résulteraient. Il est aussi conscient, grâce à la Fondation rivière et aux résistances innus et blanches de la Côte-Nord, et au mouvement contre le nucléaire particulièrement en Mauricie, des fausses solutions que sont l'harnachement des dernières rivières et la réfection de la centrale de Gentilly.

- Préconiser, d'ici 2020, de réduire d'au moins 40 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport à 1990. Il faut aussi mettre en place une stratégie pour abandonner les énergies fossiles d'ici 2030 et réduire les émissions de GES de 95%

d'ici 2050. Au niveau international, il faut faire pression pour arriver à un nouvel accord légalement contraignant. {E-2}

- S'opposer aux Bourses du carbone qui sont des outils d'enrichissement des multinationales, et qui risquent de devenir un nouvel instrument spéculatif.
- Rejeter les fausses solutions techniques qui n'engagent pas de réelles réductions d'émissions des gaz à effet de serre (les agrocarburants, la géo-ingénierie, le stockage du carbone, etc.).
- S'opposer aux taxes sur le carbone qui frappent surtout les plus pauvres. {E-3}
- Mettre fin à toute recherche et mise en exploitation d'énergie fossile telle que le pétrole dans le golfe du St-Laurent, les gaz de schiste et les ports méthaniers.
- Éliminer la filière nucléaire au Québec, notamment en stoppant la recherche et l'exploitation de mines d'uranium. {E-6}
- Interdire tout nouveau développement hydro-électrique. {E-5, Option C}

Au Québec, étant donné que la climatisation des bâtiments est en grande partie d'origine hydroélectrique, l'effort principal doit porter sur l'électrification du transport en puisant dans le gisement de la climatisation électrique, ce qui exclut toute importation nette d'électricité, qui peut être facilement être réduite de 50% à confort égal et supérieur moyennant un vaste programme de conservation de l'énergie très créateur d'emploi. L'auto électrique reste une fausse solution. Comme sa cousine à pétrole, elle est une mangeuse de terres agricoles, une source de congestion urbaine, une hécatombe d'accidentés, une gaspilleuse consommatrice d'énergie tout comme son complément le bungalow, une pustuleuse pollution de batteries à fabriquer et à jeter, une plaie budgétaire comme deuxième loyer, une compétitrice du transport collectif et un mauvais substitut de l'auto à pétrole qui restera plus performante et moins chère pendant un bon bout de temps, finalement un mirage technologique du capitalisme vert perpétuant ad nauseam l'accumulation du capital par la consommation de masse. Pour ajouter l'insulte à l'injure, le Québec ne produit à ce jour ni automobiles ou camions légers ni énergie fossile mais, par contre, il fabrique un grand nombre de moyens de transport collectif sans compter qu'il est doté d'un bon potentiel éolien éloigné des zones habitées.

Il est regrettable que le Cahier de synthèse ait retiré la parti sur le transport alors que le Comité de coordination de la région de Montréal et qu'au moins les associations d'Hochelaga-Maisonneuve, de Mercier, de St-Henri-Ste-Anne et de l'Assomption ont demandé que le point concernant le transport devienne prioritaire afin que le congrès en débattenne. L'argument d'en référer à la plate-forme électorale de 2008 est contestable étant donné que l'on avait alors prié les membres de s'en tenir à une plate-forme dite « réaliste » dans le sens de ce qui est possible à un gouvernement à l'intérieur d'un mandat dans le cadre du statu quo néolibéral et fédéraliste... et non pas dans le sens de la citation bien connu de Che Guevara. En découle que les revendications au sujet de l'usage de l'automobile, de la gratuité et de la nationalisation des infrastructures de transport, présentes dans le Cahier de perspective, sont liquidées.

La proposition suivante du Cahier de perspective telle qu'amendée par Hochelaga-Maisonneuve [amendements d'HM en italique] mériterait d'être soumis au débat :

- Interdire d'ici 2030 l'usage de l'automobile personnelle *dans les grandes villes* en passant par des étapes intermédiaires d'interdiction et de restriction de la circulation automobile dans les centres-villes. Utiliser aussi l'approche coercitive en augmentant le prix des véhicules et favoriser le covoiturage et l'autopartage.
- Interdire d'ici 2030 le transport des marchandises par camions à moins qu'ils ne soient hybrides, sinon totalement électriques, et intégrés à un réseau national et public de transport intermodal basé sur le cabotage maritime et le rail.
- Interdire tout nouveau développement autoroutier. {Anthologie sur l'environnement, page 13}

Si l'abandon de toute production et consommation d'énergie fossile à l'horizon de 2030 est l'envers négatif d'un programme écosocialiste, au Québec la gratuité du transport collectif en est le revers positif. L'usage et la propriété privée de l'automobile sont de puissants facteurs économique et idéologique tant de l'accumulation du capital que de conservatisme social lesquels exigent un tout aussi puissant contrepoids pour les contrer. Seul le critère de la gratuité en est capable, en particulier contre le mirage de l'auto électrique. Il serait possible de débiter dès maintenant la réduction des tarifs du transport collectif jusqu'à la gratuité complète à atteindre au plus tard en 2020 de sorte que l'offre de services puisse graduellement s'ajuster.

Cette perspective de gratuité universelle serait un outil puissant de ralliement de la population à la généralisation rapide d'un dense réseau de transport collectif et un incitatif pour abandonner l'usage de l'automobile et même sa propriété. Il ne serait plus possible de présenter d'ambitieux plans de transport sans budget à l'avenant, ou des maquettes d'autoroutes à trois milliards \$, comme l'échangeur Turcot, avec plein de corridors pour le transport collectif... exclus du budget prévu. La base sociale du mouvement écologiste québécois est très faible, du moins dans les grandes villes. La revendication de la gratuité pourrait être l'amorce de la construction de cette base en faisant du choix écologique du transport collectif électrifié et public un enjeu aussi de justice sociale et de « *renforcement des services publics gratuits et universels afin d'assurer la satisfaction des besoins essentiels de la population et de son droit à des services de qualité.* » (Plate-forme électorale 2008 de Québec solidaire).

Cette plate-forme électorale réclamait « *un réseau gratuit et accessible en santé des femmes... [d'é]tendre la gratuité du système de santé et de services sociaux... [de r]éaliser la gratuité scolaire* ». Malheureusement, contredisant son principe de « *services publics gratuits et universels* », elle ne réclamait pour le transport public qu'un rabais immédiat pour les gens à faible revenu et de « *vis[er] à long terme l'abolition des tarifs...* » c'est-à-dire aux Calendes grecques. La plate-forme 2008 ne considérait pas le transport public comme un véritable service public. Pourtant elle parlait de « *menace à la survie des écosystèmes... [et de] subordonne[r] l'économie à la justice sociale et au respect de notre environnement... [et de] construction d'une société écologique à tous les niveaux...* » alors que le tournant pour « *[c]onstruire un réseau de transport urbain collectif, électrifié et d'usage gratuit.* » (proposition du Cahier de perspective liquidée par le Cahier de synthèse) est au Québec l'épine dorsale de l'atteinte de ces objectifs.

- Construire un réseau de transport urbain collectif, électrifié et d'usage gratuit
- Développer un système de transport interurbain collectif, électrifié au maximum et bon marché, voire gratuit, et créer un réseau de trains électriques, efficace et rapide. {Anthologie sur l'environnement, pages 9-10}

Une réforme fiscale qui presse les riches, les compagnies et les énergivores

La gratuité ferait du transport collectif électrifié, et du secteur complémentaire de l'énergie surtout si l'électricité de base devenait aussi gratuite et que la politique du logement devenait en priorité sociale et écologique, un troisième grand secteur public avec la santé et les services sociaux, et l'éducation. En résulterait une pression supplémentaire pour une profonde réforme fiscale dont le cœur devrait être les seuls impôts sur le revenu et sur la richesse complétés par une taxe sur les produits luxueux et énergivores. La réforme fiscale est l'instrument par excellence pour s'attaquer à l'iniquité de la distribution de la richesse entre les personnes et à celle entre les personnes et les entreprises tout comme à la concentration de la richesse

Le recourt aux tarifs, péages, taxes dédiés pour financer les services publics, y compris le transport public, en plus d'être une injustice par sa proportionnalité plus forte plus est bas le revenu, n'a pour seul effet de faire de la gratuité une illusion et surtout d'aliéner les usagers de ces services qui ressentent comme une injustice d'avoir à payer pour un service auxquels ils ont déjà contribué par leurs impôts et taxes. Plusieurs, quant à faire, deviennent alors perméables à la propagande droitière de la baisse des impôts et de la privatisation. S'ajoute le ressentiment des usagers de l'automobile que l'on pénalise de plus en plus pour financer le transport collectif.

- Le taux d'imposition du dernier palier doit être tel (donc très élevé) qu'il indique le revenu maximal socialement acceptable. {F-1, Option A}
- Instaurer une rémunération maximale, intégrant bonus et primes, équivalente à 30 fois le salaire minimum. {F-1, Option B, qui est complémentaire de l'Option A}
- Limiter à 1 million \$ la transmission d'avoirs financiers par voie d'héritage (peuvent être transmis par héritage la demeure principale, les meubles, les autres biens personnels et un montant d'argent limité). {F-3, Option B}
- Que la part de l'impôt sur les profits des entreprises soit au moins égale à la part de l'impôt sur le revenu des particuliers dans le financement de l'État. {F-4, Option A}

Pas d'abolition de la pauvreté et de liberté sans plein emploi

Un tel programme anticapitaliste et antilibéral nécessitera une profonde mobilisation sociale comme le Québec en a connu dans les années 60 et 70 et comme les pays de la zone arabe et le Wisconsin commencent à en connaître maintenant. Le chômage a toujours été pour le capital le moyen économique de réduire les salaires et les conditions de travail mais aussi le moyen de briser la combativité et la solidarité ouvrière et populaire par la peur de perdre son emploi et par la compétition entre travailleurs et travailleuses pour en obtenir un ou un meilleur. Le plein emploi a été depuis plus d'un siècle la revendication globale marquant la volonté du peuple travailleur d'en finir avec cette onzième plaie d'Égypte afin de se libérer de la pauvreté et de la peur.

La première revendication spécifique assurant le plein emploi consiste à ne pas perdre son emploi à des conditions données. On n'y arrive pas simplement en « *inform[ant] le gouvernement...* » ou en « *étudi[ant]* » le problème ou même en « *sanctionn[ant] sévèrement les entreprises qui licencient alors qu'elles sont en situation économique favorable...* » sans plus préciser et en oubliant les autres entreprises qui sont nombreuses à fermer ou à congédier massivement, surtout en temps de crise (points S-1, options A et B, et S-2). La circonscription d'Hochelaga-Maisonneuve avait pourtant voté à l'unanimité et acheminé à temps une toute autre proposition qui aurait pu s'intituler : *Non aux congédiements !*

- Il faut obliger les employeur-es à se doter d'un plan pour reclasser les employé-es licencié-es dans un emploi similaire ou équivalent; à fournir la formation requise pour requalifier les employé-es licencié-es qui n'ont pas pu se trouver un tel emploi. Pour les entreprises rentables cette responsabilité revient à l'employeur direct, pour celles non rentables ou en banqueroute à un collectif d'employeurs, soit ceux du secteur ou l'ensemble des employeurs. Les compensations monétaires ou autres se feront sur une base strictement volontaire. Tout le processus, contrôlé par un comité syndical, sera doté d'une organisation et d'un fonds propre dans le cadre d'une législation spécifique. {Anthologie sur le travail, page 6}

Pour des raisons administratives, la Direction nationale, tout en reconnaissant son erreur, refuse de la corriger et demande à la délégation d'Hochelaga-Maisonneuve d'intervenir en atelier pour ce faire, ce qui donne l'impression que cette proposition a un statut

inférieur aux deux autres. L'erreur n'est nullement la responsabilité de la circonscription et uniquement celle des organes centrales. Et elle est facile à corriger. La modification du Cahier de synthèse sur le site Intranet ne prendrait que quelques minutes : il s'agirait simplement d'ajouter une option C au point S-1. Si cette option est impossible, il revient à la direction du congrès d'avertir de vive voix et à temps l'ensemble des congressistes.

La question des fermetures et des congédiements massifs est, dans la conjoncture actuelle, la plus cruciale et la plus récurrente. Que l'on pense à la raffinerie de Shell et à Electrolux, ou à ces trois usines de textile de la Beauce pour citer les cas connus les plus récents. Et il y en aura d'autres. Malheureusement, les questions de la diminution du temps de travail et des droits syndicaux, tout aussi importantes en soi, retiennent beaucoup moins l'attention pour l'instant. Un parti de gauche ne peut tout simplement pas continuer à faire le mort ou jeter des larmes de crocodiles ou faire des menaces sur cet enjeu. La proposition d'Hochelaga-Maisonneuve permet de passer contre-attaquer tout en marquant des points auprès des militants et militantes des syndicats.

Ceci dit, le droit à l'élargissement des grèves en grèves politique et de solidarité sont nécessaires pour casser l'isolement des grèves et des lock-out et ainsi contribuer à un la fortification d'un esprit de classe... et aussi pour les étudiants et étudiantes dont la combativité n'est plus à prouver et qui sont particulièrement disponibles au soutien et à affronter l'État. Quant au salaire minimum, il doit permettre d'au moins survivre convenablement, ce que ne permet pas le seuil de faible revenu surtout que l'on suppose alors que l'on revendiquera un barème plancher (ou revenu minimum garanti) moindre pour les bénéficiaires de l'assistance sociale. Hors un parti de gauche doit s'assigner l'objectif jadis popularisé de « *pauvreté zéro* ».

Quant à la diminution du temps de travail sans baisse de salaire et avec emploi compensatoire, elle est au cœur non seulement de tout projet de plein emploi mais aussi d'une société de démocratie participative et de riches rapports sociaux se substituant à la consommation de masse. La hausse importante de la productivité du travail depuis la Deuxième guerre mondiale, une multiplication par trois alors que le temps de travail normalisé a été réduit à peine du tiers, permet sans problème une diminution radicale de la semaine de travail à facilement 32 heures.

- Reconnaître à tous (incluant aux étudiants) le droit de grève politique (qui vise à influencer le gouvernement) et de solidarité (en appui à d'autres travailleurs-euses ou étudiant-e-s en grève). {S-4, Option B}
- Instaurer un salaire minimum tel qu'une personne travaillant 40 heures par semaine ait un revenu minimum équivalant à 50 % au-dessus du seuil de faible revenu, tel qu'établi par Statistique Canada pour une personne seule. Ce salaire minimum devrait être indexé annuellement au coût de la vie. {T-3, Option C}
- Réduire immédiatement la semaine normale de travail à 35 heures pour la ramener graduellement à 32 heures avec possibilité alternative de prolonger les vacances. Le tout sans perte de rémunération, avec embauche proportionnelle et sans intensification du travail, et avec durcissement des conditions de recours aux heures supplémentaires dans toutes les entreprises. {T-6, Option A}

Faut-il ajouter que réforme fiscale en profondeur, nationalisation des banques, transport public gratuit et interdiction des congédiements qui soient viables sans fuite de capitaux et sans grève des investissements suppose que le Québec ait sa propre monnaie donc contrôle son secteur financier, c'est-à-dire qu'il soit indépendant. Voilà qui ouvre de vastes perspectives.

Marc Bonhomme, 15 mars 2011

bonmarc@videotron.ca ; www.marcbonhomme.com